



**HAL**  
open science

**Françoise Blum, dir., Des radios de lutte à internet.  
Militantismes médiatiques et numériques**

Mohamed Sakho Jimbira

► **To cite this version:**

Mohamed Sakho Jimbira. Françoise Blum, dir., Des radios de lutte à internet. Militantismes médiatiques et numériques. Questions de communication, 2013, pp.309-312. 10.4000/questionsdecommunication.8835 . hal-02975289

**HAL Id: hal-02975289**

**<https://hal.univ-lorraine.fr/hal-02975289v1>**

Submitted on 22 Oct 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Françoise BLUM, dir., *Des radios de lutte à internet.  
Militantismes médiatiques et numériques*

Paris, Publications de la Sorbonne, coll. Histoire contemporaine, 2012,  
272 pages

Mohamed Sakho Jimbira

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8835>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.8835

ISSN : 2259-8901

**Éditeur**

Presses universitaires de Lorraine

**Édition imprimée**

Date de publication : 31 décembre 2013

Pagination : 309-312

ISBN : 978-2-8143-0182-5

ISSN : 1633-5961

**Référence électronique**

Mohamed Sakho Jimbira, « Françoise BLUM, dir., *Des radios de lutte à internet. Militantismes médiatiques et numériques* », *Questions de communication* [En ligne], 24 | 2013, mis en ligne le 01 février 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/8835> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.8835>

---

massivement le flux d'informations de notre nouveau monde – son essence même – alors que toutes les relations humaines, économiques, et politiques s'y trouvaient. L'État s'est introduit dans les veines et les artères de nos nouvelles sociétés, engloutissant toute relation exprimée ou communiquée, toute page consultée, tout message émis et toute idée soumise à un moteur de recherche, puis il a stocké ce savoir, des milliards d'interceptions quotidiennes, un pouvoir dont il n'aurait jamais rêvé, dans d'immenses hangars ultrasecrets, à jamais. Il a ensuite entrepris de fouiller et fouiller encore ce trésor, l'expression intellectuelle collective intime de l'humanité, à l'aide d'algorithmes de plus en plus sophistiqués, et de le faire fructifier en poussant au maximum le déséquilibre de pouvoir entre les intercepteurs et le monde des interceptés » (pp. 10-11). Ce dialogue en forme d'avertissement alerte, et parfois responsabilise, sur les dangers d'exposer sa vie sur l'internet. Il donne des pistes pour résister et construire les outils d'une nouvelle démocratie. Selon Julian Assange, il ne s'agit pas de se limiter à dénoncer cette surveillance globale, car « nous pouvons construire des outils avec notre esprit, les diffuser et mettre en place une défense collective » (p. 196). Les enjeux sont simples et universels : les libertés de mouvement, de pensée, de parole, de communiquer, d'interagir, la confidentialité, l'anonymat, le droit d'utiliser son argent, celui de corriger et effacer les données le concernant, celui à la transparence (pp. 118-194). Il faut donc que chacun prenne conscience de la vulnérabilité dans laquelle la surveillance électronique globalisée enferme, et ce que représente véritablement aujourd'hui la nécessité d'un internet libre. À titre d'exemple, en 2013, citons le nouveau centre informatique dans le désert de l'Utah aux États-Unis dont les serveurs, dédiés à l'espionnage et la sécurité nationale, occuperaient officiellement 8 000 m<sup>2</sup>. On pourrait y rassembler et lire les courriers électroniques, les entretiens téléphoniques, les recherches des moteurs de recherche, les résumés des voyages et déplacements, la liste des achats en ligne, les préférences vestimentaires et alimentaires, les orientations sexuelles et politiques, les schémas relationnels, les profils ADN, les *curricula vitae* accompagnés des données informatiques personnelles sur tout habitant du monde. Une perspective effrayante qui n'est qu'à son balbutiement. Cependant, toutes ces informations sont déjà disponibles de manière diffuse. Dans le cas d'une demande d'une administration ou des services spéciaux, il suffirait dorénavant de formuler une requête pour tout savoir de manière centralisée. De la naissance à la mort d'un individu, on obtiendrait le profil complet et détaillé du *sujet d'expérience*. En moins d'une minute, le système produirait jusqu'à 500 pages d'informations. En outre, il y a un « profil

des faiblesses » qui montre toutes les préférences révélées et cachées des individus. Un « profil sur l'état de santé » résume tout ce qui a été noté par des médecins, hôpitaux, en plus des informations financières, boursières, diplomatiques, satellites, etc. (*Vertraulicher Schweizer Brief*, 1351, 2013). Telle est l'ambition actuelle de la surveillance généralisée et centralisée. La Chine, la Russie, l'Union européenne et plusieurs états du Moyen-Orient construisent leurs propres versions. Enfin, la France est le premier exportateur de solutions techniques de surveillance généralisée (notamment avec la société Amesys appartenant au groupe Bull).

Très instructif, bien documenté et très didactique, ce livre n'est pas un manifeste, plutôt « un cri d'alarme » (le terme anglophone « *whistleblowing* » désignant « un coup de sifflet » dans le jargon de Wikileaks) avertissant des enjeux de la « dystopie de surveillance postmoderne » (p. 7). Peut-être est-il aussi un manuel d'insurrection démocratique : « Dans la mesure où l'État fusionne avec Internet, l'avenir de notre civilisation devient l'avenir d'Internet, et il faut redéfinir le rapport de force. Si nous ne le faisons pas, l'universalisé d'Internet transformera l'humanité en un vaste réseau de surveillance et de contrôle des masses » (p. 15). L'accroissement constant des échanges ne doit pas exposer à un accroissement constant du contrôle des individus, duquel, pour l'instant, seuls les plus habiles ou les plus puissants ont une chance de s'y soustraire.

Gilles Boenisch

CREM, université de Lorraine, F-57000  
gilles.boenisch@gmail.com

Françoise Blum, dir., *Des radios de lutte à internet. Militantismes médiatiques et numériques.*

Paris, Publications de la Sorbonne, coll. Histoire contemporaine, 2012, 272 p.

L'ouvrage collectif explore différents types d'innovations technologiques utilisées par les mouvements militants et interroge la façon dont les uns ont su profiter des potentialités des autres, les technologies numériques récentes ou plus anciennes, dans le but de porter leurs revendications. S'inscrivant dans une perspective pluridisciplinaire, voire interdisciplinaire, l'ouvrage réunit quinze articles d'historiens, de sociologues, de politologues et de chercheurs issus de divers champs de recherche. Il est divisé en trois parties complémentaires. La première (pp. 11-90) est consacrée aux « Technologies/mouvements sociaux/mobilisations » et s'intéresse à la manière dont, en temps de crise (grève, manifestation, crise politique ou sociale, etc.), les mouvements sociaux utilisent les outils et moyens techniques dont ils disposent.

La deuxième (pp. 91-179) aborde la question de l'usage des techniques par les « Organisations/associations » inscrites dans une temporalité plus longue. Enfin, la dernière (pp. 180-257), « Engagements dans la technique/réseaux numériques », s'intéresse à la logique des réseaux et met en lumière différents types d'usages relatifs à l'engagement militant dans la technique.

Dans la première partie, les auteurs explorent différentes ressources techniques mobilisées par les mouvements militants durant ces quatre dernières décennies. Ainsi Ingrid Hayes (pp. 21-35) met-elle en lumière le rôle central que la radio a joué lors de la grève des sidérurgistes de Lorraine. « Le secteur propagande de la CGT [Confédération générale du travail] » profite de cette mobilisation pour mettre en place sa première radio de lutte lui permettant d'enrichir les modalités de l'action syndicale en termes d'expression de masse. Installé en mars 1979 à Longwy, la radio Lorraine Cœur d'acier (LCA) se caractérise par la mise en place permanente du direct, la puissance de son émetteur et une équipe composée d'amateurs et de professionnels issus de l'Office de radiodiffusion-télévision française (ORTF). L'usage d'une certaine façon détourné de la radio permet à ce mouvement de se faire entendre. Il est donc intéressant d'observer l'impact qu'une innovation technique a pu avoir au sein d'un mouvement militant. La contribution d'André Naritens (pp. 37-48) montre aussi les logiques en jeu dans la mise en œuvre d'un service télématique par le syndicat de la CGT (Syndicat national des agents de la Direction générale des impôts-Confédération générale du travail – SNADGI-CGT) lors du conflit des impôts de 1989. L'auteur explique que ce service a été institué dans le but d'informer et de faciliter les échanges sur un mode de questions/réponses entre la direction du syndicat et ses membres. Jouant un rôle important dans cette mobilisation, la messagerie télématique offre des informations en temps réel, et sert d'outil de mobilisation et de retransmission des manifestations. Par exemple, lors de la grève du 6 juin 1989 : la production et la diffusion de l'information sont des enjeux de pouvoir. Il est intéressant de remarquer que, malgré la large palette d'initiatives que ce service télématique procure, les militants ont jugé utile de recourir simultanément à un répertoire d'actions classiques. Notamment, dans le cadre de leur lutte syndicale : « si l'importance de la messagerie télématique s'affirme rapidement avec vigueur, les supports traditionnels continuent d'être mobilisés » (p. 43).

Auteure de la troisième contribution, Caroline Frau (pp. 50-66) rend compte de la mobilisation des buralistes contre le décret de 2006 interdisant de fumer

dans les lieux publics. Le site internet de l'organisation des buralistes devient un espace de discussions et d'échanges pour ces derniers qui souhaitent ainsi créer un groupe d'acteurs réfutant la posture adoptée par l'organisation syndicale. Les buralistes dissidents montrent leur mécontentement par un refus d'appliquer la loi et par des formes de prise de parole audibles dans les médias et les technologies de l'information et de la communication, ces dernières permettant la constitution d'une communauté virtuelle. Les médias traditionnels jouent un rôle majeur dans la publicisation de cette colère au sein de la place publique, notamment, en médiatisant la grève de la faim de Joseph (son patronyme n'étant pas indiqué), gérant d'un bar-tabac en milieu rural. Pourtant, et malgré plusieurs initiatives, ces dissidents n'ont pas pu rendre leur action collective du fait d'une insuffisance en capital militant.

Ensuite, Stéphane Carrara (pp. 67-78) rend compte de l'utilisation de l'internet par les promoteurs des « initiatives citoyennes européennes ». Cette mobilisation collective va permettre aux acteurs de ce mouvement, regroupant des élus européens et des individus ordinaires, de faire valoir leurs revendications. Notamment, la mise en place d'un siège unique pour le parlement européen ou encore l'introduction immédiate du droit d'initiative européen. Même si l'outil internet a été primordial pour la collecte de près d'un million de signatures, l'auteur (pp. 77) souligne que le succès de cette mobilisation s'est également reposé sur des modalités d'action plus classiques (manifestations, interventions médiatiques, réunions publiques).

L'article (pp. 79-90) clôturant la première partie revient sur les usages tactiques des systèmes d'informations géographiques (SIG) par les organismes non gouvernementaux « comme instrument de militantisme, d'émancipation, ou de résistance à l'oppression » (p. 80). Bastien Sibille indique que le recours aux SIG rend possible la construction de discours et savoirs alternatifs sur la forêt, contrebalançant le discours gouvernemental.

La deuxième partie de l'ouvrage s'intéresse à la question de l'usage des techniques par les « Organisations/associations ». Martina Avanza (pp. 99-100) relate les étapes et les raisons qui ont poussé la Ligue du Nord italienne à se doter d'un appareil médiatique important : radio, télévision, quotidiens, etc. Dans un pays où la plupart des partis politiques ont leurs organes médiatiques, la Ligue du Nord, fortement critiquée dans ces mêmes médias, a jugé opportun de se procurer son propre dispositif. Ainsi des quotidiens sont-ils nés, en particulier la *Padania* qui se caractérise par un langage xénophobe, parfois raciste, et consacre une rubrique destinée à promouvoir le sentiment identitaire padan.

Aussi, en 1993, la Ligue se dote-t-elle pour la première fois d'une radio. Média sans doute « le plus suivi par les militants » (p. 110), avec une équipe composée pour les deux tiers de bénévoles, cette radio permet aux padanistes de s'exprimer et de tisser d'étroites relations. L'auteure termine en analysant l'utilisation de l'internet et de la télévision dans la lutte padane. Concerne l'usage du réseau et de la télévision, l'auteure établit la différence entre les sites institutionnels directement gérés par le parti et les autres sites ou plateformes destinés aux simples militants padans. Quant à la télévision, elle indique (p. 114) : « Les techniciens sont réduits au minimum et la chaîne n'a pas de journalistes professionnels en dehors de son présentateur ».

La contribution suivante (pp. 121-136) est consacrée à la production discursive électronique des partis politiques d'Irlande du Nord et interroge l'écriture web du Sinn Fein et du Democratic Ulster Party (DUP). En dressant le portrait web de Gerry Adams – leader politique du Sinn Fein – et de Ian Paisley – du DUP –, Isabelle Hare montre que leurs représentations numériques sont presque exclusivement centrées sur leurs personnes et non sur le collectif. Les énoncés discursifs produits, favorisent des logiques de mises en scène de soi, voire de stasification de ces leaders. Quant à Céline Barthonnat (pp. 137-151), elle rend compte de l'usage de la télévision et de l'audiovisuel par le Parti communiste français (PCF). En effet, le parti mit en œuvre ses propres circuits de production audiovisuelle à des fins politiques et militantes. Première formation politique française à utiliser le dispositif cinématographique, elle doit son développement au soutien de professionnels au nombre desquels figurent le réalisateur Jean Renoir. L'usage détourné de techniques audiovisuelles à des fins de propagande joue un rôle important dans le développement du parti.

Pour sa part, Axelle Brodriez-Dolino (pp. 153-162) propose une analyse chronologique sur l'usage militant des techniques par deux associations : le Secours populaire français et Emmaüs. Entre les années 40 et le début des années 60, ces deux associations disposent de peu de ressources techniques. Ensuite, jusqu'aux années 80, l'usage des techniques devient très fréquent, ce qui s'explique par le développement de nombreux dispositifs techniques, notamment la télévision. Dans les années 1990-2000, ces deux associations profitent du développement des technologies numériques pour s'équiper en matériel informatique. Les potentialités offertes par l'ordinateur jouent un rôle central, aussi bien pour la collecte que pour la communication. Il est intéressant d'observer que, dans certains cas, la technique peut devenir elle-même l'objet du

militantisme. En effet, un partenariat entre Emmaüs et Microsoft permet à des personnes en grande difficulté de bénéficier de l'internet. Finalement, l'auteure juge les usages et techniques utilisés par ces deux associations comme non innovants, ces associations reprenant des dispositifs déjà connus, comme la télévision ou la radio.

Puis, Sylvie Célérier (pp. 163-179) s'intéresse à l'activisme militant et politique d'associations françaises de lutte contre le virus de l'immunodéficience Sida (Aides, Act'up, Warning, Femmes positives, Arcat) à travers une analyse comparée des discours contenus sur leurs sites. Contrairement à Femmes positives qui, à défaut d'avoir son propre site internet, utilise le réseau social Myspace pour faire valoir les causes qu'elle défend, les quatre autres associations disposent de leurs propres sites internet. L'architecture, la maquette ainsi que les ressources et contenus proposés et contrôlés par des administrateurs traduisent les compétences techniques et humaines mobilisées.

La troisième et dernière partie intitulée « Engagements dans la technique/réseaux numériques » regroupe des contributions traitant de la logique des réseaux, même si la première s'intéresse davantage à l'usage militant de la technique par des organisations. En convoquant la notion de grammaire, Irène Pereira (pp. 187-197) établit une typologie entre ce qu'elle nomme « grammaire militante du syndicalisme d'action directe » et « grammaire nietzschéenne post-moderne », qui renvoient à des conceptions différentes de la technique. S'agissant des organisations relevant de la « grammaire militante du syndicalisme d'action directe », comme Alternative libertaire, et du syndicat Sud Culture Solidaires, l'auteur montre que les usages militants de la technique, en particulier de l'internet, sont purement utilitaires. La technique ne renouvelle pas les pratiques militantes. En revanche, pour les organisations relevant de la « grammaire nietzschéenne post-moderne », l'usage militant de la technique est purement politique. Ensuite, Valérie Colomb (pp. 199-207) rend compte de l'impact que l'usage de l'internet peut avoir *via* une analyse du rôle qu'un citoyen ordinaire, Étienne Chouard, a joué, en France, dans la non-ratification du traité établissant une constitution pour l'Europe en 2005. D'abord partisan du oui, Étienne Chouard est conduit par son analyse du texte à se méfier du discours des médias traditionnels et autres institutions. S'appuyant sur les potentialités offertes par l'internet pour initier une forme de démocratie participative avec, notamment, la création de son site internet dénonçant les méfaits dudit traité et la mise en place d'un réseau d'acteurs militants partageant ses convictions.

Dans l'article suivant, Valérie Schafer et Benjamin Thierry (pp. 208-225) s'intéressent aux usages techniques des informaticiens de Cyclades et des psychologues ergonomes de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (Inria). Leur rapport avec la technique montre qu'ils se positionnent d'abord comme des experts, des ingénieurs. Mais, ensuite, l'usage politique qu'ils en font leur confère le statut de militants. Même si, au départ, leur positionnement est neutre, dans le cadre de leurs projets scientifiques, ces chercheurs seront conduits à adopter une posture militante engagée. Pour leur part, Giuseppe Caruso, Jeffrey S. Jurys et Lorenzo Mosca (pp. 227-246) produisent une histoire des forums sociaux, à la lumière des usages technologiques, en mettant en avant l'enjeu qu'ont représenté l'adoption du logiciel libre et le caractère politique et conflictuel des choix techniques. Ainsi assiste-t-on au développement d'une forme de militantisme consistant à intervenir sur l'objet technique lui-même. Les auteurs proposent une analyse de leurs propres pratiques et, de ce point de vue, sont des observateurs participants, militants, devenus experts.

Enfin, Stéphane Couture (pp. 247-262) analyse le code informatique comme artefact politique des pratiques militantes sur l'internet, en utilisant notamment la notion de performativité utilisée spécialement en sociologie des sciences et des techniques. Cette étude permet de montrer que le développement informatique et, par conséquent, le langage informatique lui-même sont liés au champ politique et à ce qu'il appelle « le contexte d'autorité ». L'intervention militante sur l'objet technique permet de déconstruire des logiques de genres et de domination.

Les contributions proposées dans l'ouvrage apportent un éclairage intéressant sur la manière dont les dispositifs techniques sont utilisés, et parfois détournés, à des fins militantes. Au demeurant, si l'on avait à formuler un regret, ce serait parce que celui-ci n'aborde pas la question de l'usage militant des réseaux socionumériques. En effet, il aurait été intéressant que la réflexion intègre cette question, d'autant que ces plateformes ont joué un rôle décisif dans les révolutions et mouvements sociaux qui ont secoué le monde ces trois dernières années.

**Mohamed Sakho Jimbira**

CREM, université de Lorraine, F-57000  
mouhamedsakho@yahoo.fr

**Juan BRANCO, *Réponses à Hadopi*.**

Paris, Éd. Capricci, coll. Actualité critique, 2010, 96 p.

L'ouvrage de Juan Branco retrace chronologiquement les quatre ans (2007-2011) de l'instauration de la loi Hadopi et de son administration, la « Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et de la protection des droits sur Internet » (Hadopi), une haute autorité providentielle fondée sur la criminalisation des pratiques des internautes français, posture prônée par l'État français qui souhaite *civiliser l'internet* sous l'égide bienveillante des États-Unis. Hadopi est donc censée enrayer les « ravages économiques » provoqués par « la fraude généralisée » (p. 13) engendrée par l'internet. En mettant en lumière les fondements et les rouages de la création d'Hadopi, Juan Branco arrive sans difficulté à illustrer non seulement le passage en force, mais le coût considérable d'Hadopi qui ne s'est illustrée à ce jour que par son exubérance et son inefficacité. Même si *Réponses à Hadopi* n'ambitionne pas de poser une analyse fine des problématiques posées par le numérique, l'ouvrage apporte un droit de réponse légitime aux absences de considérations répétées des pouvoirs politiques, des médias et des acteurs de la promotion culturelle.

En reproduisant de nombreux éléments du débat entre pro et anti-Hadopi, l'historique proposé montre clairement un combat politique divisant au-delà des clivages habituels. Simultanément vivement critiquée et ardemment défendue, Hadopi n'en reste pas moins obscure dans son fonctionnement, son financement et ses résultats. Cette confrontation fidèlement restituée a donc le mérite de pointer les irrégularités législatives qui sont toujours actuelles (Pierre Lescuré, *Contribution aux politiques culturelles à l'ère numérique*, Paris, ministère de la Culture et de la Communication, 2013). Les professionnels, bénéficiaires d'une multitude d'aides, de taxes, d'exonérations, de circuits exclusifs, n'ont cessé de s'apitoyer sur la disparition imminente du cinéma, de la musique et de la culture en général. En réalité, il faut substituer le terme « industrie culturelle » à celui de « culture » pour comprendre l'inquiétude des intermédiaires décrivant une baisse catastrophique, voire « abyssale » (p. 39) de leurs revenus. Paradoxalement, les résultats des profits générés ne cessent d'atteindre des records historiques en trahissant les privilèges acquis, liés à l'extrême monétisation de la culture malgré le téléchargement et la crise. « Drôle de crise. Et drôle d'angoisse chez les auteurs chaque année plus riches », commente Juan Branco (p. 50). « Le gouvernement et les sociétés d'auteurs se retrouvent donc perdants sur leur propre terrain, celui de la comptabilité, incapables